ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Reprise de sit-in devant le ministère

Les étudiants continuent leur rassemblement quotidien devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. D'autres écoles comptent reprendre leur protestation dans la semaine.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) -Pancartes et affiches couvraient le portail clos. Des étudiants, après avoir escaladé les murs, déployaient des banderoles sur lesquelles était inscrit : «Les étudiants s'engagent, ministre dégage», «On roule vers le pire», «Nous en avons assez», «Rendez-nous notre ingéniorat. Valorisez notre diplôme».

Les écoles préparatoires en sciences et techniques de Tlemcen et d'Alger (EPSTA) et les écoles normales supérieures de Kouba et de Bouzaréah se sont jointes au mouvement.

Et les étudiants de la faculté d'hydrocarbures et de chimie (université de Boumerdès) comptent s'y mettre aujourd'hui.

«La grève des cheminots nous a bloqués, il n'y a qu'un seul train sur Alger», a expliqué Mohamed, délégué des étudiants, précisant que la tutelle n'a livré aucune proposition concrète. «Il n'y a encore rien d'officiel, nous ne voyons rien venir. Nous ne sommes d'ailleurs pas rentrés pour passer nos examens qui ont commencé ce samedi», a-t-il dit.

Les étudiants des écoles supérieures ont voté à l'unanimité devant leurs délégués la poursuite de la grève ; ils veulent maintenir la pression. «Chaque début de semaine, nous organisons des élections pour mesurer la tendance des étudiants. Ils sont majoritaires à opter pour la grève», a expliqué une étudiante.

La plupart des universités ou écoles à avoir suspendu leur sit-in devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique comptent renouer avec la protestation et reprendre leur rassemblement quotidien devant le portail de la tutelle.

Visiblement, les négociations avec leurs responsables hiérarchiques sur les textes réglementaires, devant régir la correspondance entre l'ancien système et le nouveau système, n'ont pas été une convaincantes. La situation risque de s'aggraver face au silence du ministère.

I. B.

USTHB

Les étudiants de 1re et 2e année en grève

Le communiqué rendu avant-hier public par le conseil de direction de l'USTHB, annonçant l'admission en master, au titre de l'année universitaire 2011-2012, de tous les licenciés de l'USTHB (bac 2006, 2007 et 2008), n'a pas laissé les étudiants de première et deuxième année (bac 2009, 2010) sans réaction.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -Les étudiants de 1re et 2e année de l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediène ont organisé, hier matin, un rassemblement devant le rectorat. Ils revendiquent le droit d'accès en master au même titre que les étudiants de 3e année. De son côté, la direction de l'USTHB estime qu'il n'est pas encore temps d'ouvrir ce dossier. Interrogé hier, Amar Boudella, conseillé du recteur, dira que ces étudiants «ne sont encore qu'en première année. Ils doivent au moins arriver en 3e année pour pouvoir parler de master. Nous savons très bien qui est derrière cette manipulation. Un des membres de l'UNEA les a réunis hier dans une salle de l'université où ils se sont donné le mot d'ordre pour le rassemblement». Mais les étudiants en question ne voient pas les choses de la même manière. «Nous exigeons la résolution de ce problème d'accès au master une bonne fois pour toutes.

Nous n'allons pas attendre l'année prochaine ou celle d'après pour organiser une grève et ensuite entamer des pourparlers avec la direction pour pouvoir accéder en master. D'autant plus que la direction n'autorise pas les étudiants doublants ou ceux qui ont passé par rattrapage d'accéder en master. S'ils ont abandonné ces deux principes avec les étudiants de 3e année, autant le faire avec nous», dira un groupe d'étudiants interrogé sur place. Ces derniers, qui ont gelé hier leurs cours prévoient l'organisation aujourd'hui d'un autre rassemblement devant le rectorat de l'université. La direction se montre, de son côté, ferme : «Ils n'ont qu'à rejoindre leurs classes, car nous n'allons pas revenir sur notre décision. S'ils continuent dans cette démarche, ils auront tout simplement une année blanche», dira le conseiller du recteur.

M. M.

APRÈS UNE RÉUNION VENDREDI À BÉJAÏA

Création de la Coordination nationale autonome des étudiants

La protestation estudiantine enclenchée depuis plusieurs mois à travers les universités algériennes est loin de s'essouffler.

Déterminés à poursuivre leur mouvement de contestation jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications qui consistent, entre autres, en l'exigence d'une gestion démocratique de l'université, l'accès sans conditions au master dans le cadre du système LMD et le maintien du système classique, des étudiants de plusieurs universités du pays ont décidé de se doter d'un nouveau cadre de lutte à même de peser dans la contestation.

Plusieurs comités estudiantins autonomes représentant les différentes universités du pays, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Batna, Constantine, Blida, Boumerdès et Alger ont procédé à la création de la Coordination nationale autonome des étudiants (CNAE) au cours d'une rencontre tenue vendredi dernier à la résidence universitaire Aamriw de Béjaïa.

La création d'une nouvelle organisation estudiantine autonome est dictée par l'urgence d'unir l'ensemble des forces estudiantines pour faire face «à un pouvoir, sourd et muré dans son archaïsme, qui répond aux manifestations pacifiques par la matraque, la propagande et surtout la déstabilisation des étudiants par le biais d'une administration soumise et des organisations satellites corrompues», souligne-t-on dans une déclaration rendue publique portant proclamation de la CNAE.

La Coordination nationale autonome des étudiants a invité les étudiants des autres universités du pays à s'organiser à travers des assemblées générales en comités autonomes pour rejoindre la prochaine réunion de la Coordination nationale autonome des étudiants.

Les fondateurs de la CNAE ont appelé par la même occasion les étudiants à «élaborer des plates-formes de revendications propres à chaque université en vue de dégager une plate-forme commune de revendications à toutes les universités algériennes, boycotter les pseudos débats organisés par une administration universitaire dont la seule mission est d'étouffer la dynamique actuelle et déjouer les manœuvres des organisations satellites en réaffirmant notre engagement à poursuivre la lutte jusqu'à l'aboutissement de notre combat et à observer et synchroniser les journées de grève suivies de sit-in devant les rectorats, qui auront lieu le mercredi 9 mars 2011 dans une dynamique nationale», écrit-on dans le communiqué annonçant la création de ladite coordination.

A. Kersani

CONSTANTINE

L'université sur un chaudron

Alors que la grève illimitée lancée par les étudiants du système classique entame son deuxième mois, c'est au tour de ceux du système LMD de monter au créneau, hier, pour réclamer «la valorisation de leurs diplômes». Toutes les facultés, ou presque, de l'université Mentouri de Constantine ont été paralysées, hier, par les étudiants des deux systèmes, entrés séparément en grève illimitée.

En effet, si les revendications des uns et des autres se présentent différemment, les étudiants du système classique, en grève depuis plus d'un mois, pour exiger, rappelons-le, l'annulation du décret 10-315, et ceux du système LMD, montés au créneau, hier, sont d'accord sur un point : «donner sa juste valeur à chaque système».

«Nous réclamons l'élaboration de nouveaux textes qui doivent régir la correspondance entre l'ancien et le nouveau système», expliquent les universitaires. Le mouvement de protestation le plus important a été enregistré à l'institut de Zerzara où des centaines d'étudiantes en génie civil, électrotechnique et urbanisme, inscrites en LMD, ont bloqué, dès les premières heures de la matinée, l'entrée de l'institut, interdisant de ce fait l'accès aux étudiants, aux enseignants et au personnel administratif. Les étudiants du système LMD de la faculté de Zarzara réclament, entre autres, «la séparation entre les deux systèmes, la classification suivant le titre de diplôme, et non pas, suivant le nombre d'années d'études».De même, les étudiants en ingéniorat de l'ancien système, en dépit des promesses du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique quant à l'abrogation dudit décret et l'ouverture d'une vaste concertation avec les représentants des grévistes, continuent sans relâche leur mouvement de protestation.

«Nous voulons du concret et non pas seulement des promesses», clame un étudiant en urbanisme, tout en précisant que le mouvement ne s'arrêtera pas, cette fois-ci, avant la satisfaction totale des revendications. Même état des lieux à l'Institut des sciences de la terre de Zouaghi, où les étudiants en ingéniorat maintiennent la pression et refusent toujours de reprendre les cours. Au campus central, ce sont les étudiants des sciences de la nature et de la vie qui ont enclenché, hier également, leur premier mouvement de grève pour le même motif de correspondance entre les deux systèmes.

Idem au niveau de la faculté Chihani Bachir où les étudiants en pharmacie ont exprimé leur inquiétude quant à la valeur réelle de leur diplôme, en observant, hier, un mouvement de protestation au sein de leur établissement.

Farid Benzaid

Marche des étudiants à Oran

De l'IGMO à l'INESM, les étudiants en pharmacie à Oran ont marché, hier matin, pour protester contre les modifications apportées dans l'opacité la plus totale et le secret le plus absolu à leurs statut et échelon.

Une marche improvisée qui a drainé plus de 300 étudiants, qui ont scandé des slogans durant tout le parcours et jusqu'à ce qu'ils se regroupent au sein de l'INESM qui n'a connu depuis très longtemps une telle agitation contestataire.

Réclamant la venue du doyen qui, par le passé, les avait rabroués en expliquant qu'il n'avait pas à prendre position contre les mesures du gouvernement, les étudiants en pharmacie ont réitéré leurs principales revendications. Ils dénoncent leur rétrogradation de l'échelon 16 à 13 dans la Fonction publique, la modification de leur statut au terme de leur cursus universitaire mais aussi la baisse de la qualité de leur formation, faute de moyens conséquents.

Sans se démonter, les étudiants en pharmacie ont poursuivi durant une partie de la journée leur protestation en rappelant leur engagement d'une grève nationale. Sur les autres campus, de nombreux sit-in de protestation ont été tenus pendant toute la journée, parfois pour des revendications générales ou ayant trait aux conditions de formation.

La création de la Coordination nationale des étudiants était encore très débattue avec des propositions pour que les universités d'Oran s'y joignent.

A. B.

BOUMERDÈS

Grève et protestations se poursuivent

Les étudiants des cinq facultés de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès poursuivent leur grève.

Dans la matinée d'hier, les protestataires ont observé des sit-in et fermé les accès à plusieurs structures administratives et pédagogiques comme le rectorat.

Selon les propos de l'un des représentants des étudiants de Boumerdès au sein de la Coordination nationale autonome des étudiants, nouvellement créée, la grève et le cycle de protestation sont partis pour durer jusqu'au 27 de ce mois.

«C'est à partir de cette date que sortiront "les passerelles" qui régiront à l'avenir les équivalences entre les diplômes du système classique et ceux du système LMD. Nous verrons par la suite si nos doléances seront prises en charge», dira notre interlocuteur.

Ce dernier énumère, en outre, d'autres revendications contenues dans la plate-forme commune aux universités algériennes, comme la qualité pédagogique des cours et des recherches du système LMD et l'uniformisation au niveau national de ce système, l'équivalence du DEUA et d'autres exigences qui sont, d'après lui, toujours d'actualité.

«Au sein de l'université algérienne, ça ne décolère pas, surtout chez ceux de Boumerdès, majoritaires aux manifestations qui se sont déroulées à Alger. Ils ont été injustement et sauvagement tabassés ! Nous n'oublierons pas de sitôt ces agressions !» conclut-il.

Abachi L.